



Mobilisations et conflits forestiers hier et aujourd'hui : résistances, participations et contestations

25 janvier 2020

Maison de la recherche

Université Paris-Sorbonne

Résumé :

L'histoire forestière est jalonnée de conflits aux formes et raisons les plus diverses. Or, si les mobilisations en faveur de l'environnement ou d'un territoire ont déjà fait l'objet d'analyses et travaux en ce sens, la forêt, espace singulier de la mise en œuvre des politiques publiques, en reste le parent pauvre alors que l'actualité la met régulièrement sur le devant de la scène médiatique. Les mobilisations et engagements forestiers, qu'ils soient pris au nom de l'emploi et du développement économique, de la nature, de la biodiversité ou du patrimoine, du bien-être ou de l'amélioration des conditions de vie, invitent à décaler le questionnement du côté du bien commun. La journée d'études du 25 janvier 2020 propose donc de combler ces lacunes en envisageant la manière dont « la » forêt a été et demeure le lieu d'affrontements et de mises en débats de sa valeur (économique, patrimoniale, affective, écologique, sociale) et de son traitement, aussi bien par les politiques publiques que par les propriétaires.

Quatre axes d'analyse sont proposés :

- 1. Forêt : lieu, objet, support de conflits**
- 2. Formes des conflits forestiers : acteurs, contributeurs et cibles**
- 3. Mises en scène et visibilité du conflit forestier**
- 4. Mobilisations positives et résolutions du conflit forestier**

Argumentaire général

Les conflits forestiers renvoient parfois à des conflits d'usage, autour d'activités antagonistes et de querelles entre différents usagers qui défendent leur intérêt privé comme dans le cas de l'actuel conflit entre chasseurs et forestiers à propos de l'équilibre entre forêt et grande faune, alors que les deux sont indissociables de fait. Mais les conflits les plus retentissants et les plus durs portent plutôt sur l'affrontement entre intérêts privés et intérêt général. En la matière, on notera que le positionnement respectif de la population et du gestionnaire semble varier selon les époques. L'application des ordonnances royales ou la restauration des terrains de montagne, par exemple, plaçaient le forestier dans la peau de celui qui défendait l'intérêt supérieur de la Nation, face à des communautés rurales qui pratiquaient des activités agropastorales jugées moins utiles sinon dommageables. Les conflits d'aujourd'hui changent le prisme de lecture : le gestionnaire forestier perpétue la production de bois, activité perçue par certains de nos concitoyens comme servant les intérêts privés de groupes industriels et qui seraient incompatibles avec l'intérêt général telles que la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la protection des paysages, le bien-être des populations, etc. Si la plupart des habitants n'exploitent plus aujourd'hui la forêt directement, ils conservent un attachement à la forêt, défendant désormais l'intérêt général face à des pratiques jugées archaïques du gestionnaire. Les forestiers cherchent alors à légitimer leur action en mettant en avant les bénéfices de leur activité pour le bien commun : transition écologique, lutte contre le changement climatique, prévention des risques naturels, etc. Bien que les reproches et griefs portent généralement sur les modes de gestion qui se traduisent de manière visible en forêt, la fracture est plus profonde. Or comment une gestion forestière pourrait-elle faire consensus si les attentes à l'égard de la forêt et les objectifs de sa gestion divergent ? Les conflits sont là pour nous rappeler que la forêt reste un bien collectif et que l'absence de vision partagée porte en germe les frictions. D'où les questions relatives à la gouvernance pour prévenir les conflits.

L'histoire forestière est jalonnée de conflits aux formes et raisons les plus diverses. Les résistances aux réglementations nouvelles ont ainsi fait l'objet de nombreux travaux, comme en attestent ceux consacrés notamment à la révolte des Demoiselles (Baby 1972, Vion-Delphin 1992). Ils mettent en évidence les incidences de la remise en cause d'un système agropastoral par les politiques de reboisement, en France comme ailleurs (Araque Jimenez et Crespo Guerrero 2015) et les frictions entre un pouvoir central et des usages locaux. Les conflits entre propriétaires, vols de bois, de champignons (Larrère et De la Soudière 1985 ; Dérioiz 2005), désaccords à propos de limites de parcelles, remembrements forestiers, financement des aménagements forestiers, détériorations diverses, sont par ailleurs autant de délits ou disputes auxquels sont confrontés les experts. Le coût des entretiens de voirie,

le respect des droits de passage ou de construction peuvent ainsi se négocier dans la violence (GHFF 1992). Les délits, contentieux ou rébellions ont ainsi nourri une large réflexion sur les conflits d'usages, perspective pleinement réactualisée avec la notion de multifonctionnalité forestière (Torre *et al.* 2006).

Or, comme le souligne Melé (2003), les figures du conflit recouvrent des formes d'oppositions diverses - conflits liés à l'impact d'une nouvelle infrastructure, conflits entre usagers d'un même espace, oppositions entre acteurs publics ou rivalités politiques et territoriales- qui alimentent son opérativité. La sociologie des controverses l'a mis en évidence de manière plus large (Chateauraynaud 2011). Détracteurs et défenseurs des forêts peuvent s'opposer autour de visions forestières contrastées, que ce soit dans le Limousin (Balabanian 1980), à propos du massif landais (Ribereau-Gayon 2011), ou dans les montagnes rocheuses états-uniennes (Barbier 2015). Prise sous l'angle du « conflit d'environnement » (Mormont 2006), la forêt interpelle en tant que « bien collectif ». Le processus d'écologisation renforce sans doute une tension entre logiques productive et conservatoire (Sergent 2013, Audier 2017) dans les situations contemporaines, mais les mobilisations et contestations en faveur des forêts ne sont pour autant pas un phénomène nouveau. Les mobilisations des Vosgiens au XVIII^e siècle contre la politique forestière royale en attestent (Garnier 2002).

Les mobilisations et engagements forestiers, qu'ils soient pris au nom de l'emploi et du développement économique, de la nature, de la biodiversité ou du patrimoine, du bien-être ou de l'amélioration des conditions de vie, invitent par conséquent à décaler le questionnement du côté du bien commun (Ostrom, 1990 et 2010), des enjeux moraux et des valeurs associées aux forêts.

Or, si l'environnement (Centemeri 2015, Bonny *et al.* 2012) ou le territoire (Larrue, Melé, et Rosemberg 2003) pris dans leur globalité ont déjà fait l'objet d'analyses et travaux en ce sens, la forêt, espace singulier de la mise en œuvre des politiques publiques, en reste le parent pauvre alors que l'actualité la met régulièrement sur le devant de la scène médiatique. Ainsi, les zones à défendre, manières d'habiter ces espaces « précisément contre la planification qui leur est dévolue » (Vidalou 2017), ou la contestation de certains modes d'exploitation forestière, mise en exergue dans le film de François-Xavier Drouet, *Le temps des forêts* (2018), en trace des polarités contemporaines qui méritent également d'être étudiées. Une des caractéristiques contemporaines de ces confrontations est qu'elles n'opposent plus de manière binaire les partisans de la production aux défenseurs de l'environnement, mais elles convoquent – notamment autour des enjeux liés au carbone – des visions différentes de la transition écologique et de la réponse aux enjeux environnementaux globaux.

La journée d'études du 25 janvier 2020 propose donc de combler ces lacunes en envisageant la manière dont « la » forêt a été et demeure le lieu d'affrontements et de mises en débats de sa valeur (économique, patrimoniale, affective, écologique, sociale) et de son traitement, aussi bien par les politiques publiques que par les propriétaires. La manière dont elle est discutée en tant que bien commun, patrimonial ou biologique, sera au cœur des réflexions. Pour ce faire, cette journée envisagera les diverses manières dont les forêts se sont prêtées aux mobilisations et engagements les plus divers.

Quatre axes pourront structurer les réflexions de cette journée, sans pour autant être exclusifs. Les approches transversales à ces quatre axes seront également les bienvenues :

1. Forêt : lieu, objet, support de conflits

Les forêts peuvent être à la fois le cadre dans lequel se déploie un conflit mais aussi l'objet d'un conflit. Elles se prêtent à des instrumentalisation et servent de support pour mettre en scène des conflits mais dont les enjeux se situent ailleurs. L'exemple des ZAD peut l'illustrer suggérant de possibles conflits directs ou indirects autour de la forêt. Ils peuvent se déployer dans des forêts très diverses : forêts des villes/forêts des champs (Arnould 2014), forêts méditerranéennes ou de montagnes, forêts tempérées ou tropicales. La manière dont une forêt peut être érigée en emblème d'une cause à défendre, ou la place qui lui est accordée quand elle est le lieu d'un conflit ou encore la manière dont des mobilisations utilisent la forêt comme argument pour alimenter leur cause seront questionnées. Il s'agit d'envisager la place voire le rôle attribués à la forêt dans des mobilisations dont les enjeux sociaux, culturels, économiques ou politiques entre en lien avec la présence forestière.

2. Formes des conflits forestiers : acteurs, contributeurs et cibles

Les conflits peuvent opposer des communautés diverses : le village contre les gardes d'un massif sous l'ancien régime, des habitants contre l'administration d'un parc naturel ou des professionnels contre leur employeur dans le cas de mobilisations syndicales. Les personnes ou représentants des organismes visés par ces conflits y sont également interpellés. Dans certains cas, les êtres humains n'en sont pas les seuls participants, comme dans le cas des contestations qui entourent l'introduction de prédateurs (ours, loups...), d'espèces invasives ou lorsque le sauvage s'affranchit des limites forestières (grippe porcine, renard voleur de poule, sanglier ravageur de cultures...). Les actions militantes portées par des associations, syndicats ou mouvements politiques invitent aussi à scruter la sphère du militantisme. Pour autant, les mobilisations n'en impliquent pas moins une multitude de protagonistes, qui, de manière directe ou non, interviennent aussi dans la structuration des mobilisations : arbres, animaux, experts, journalistes, artistes, chercheurs ou anonymes peuvent ainsi se croiser, discuter, débattre. Comment ces différents acteurs se rencontrent-ils, se disputent-ils ? Les

contributions permettront de dresser un panorama des jeux d'alliances qui se déploient en filigrane du conflit. Comment intérêts privé, particulier, public ou collectif s'y déploient-ils ?

3. Mises en scène et visibilité du conflit forestier

La conflictualité forestière peut se déployer sur une large échelle à travers une forte mobilisation qui trouve une large audience médiatique, ou rester plus localisée, voire tenir de l'acte de résistance isolé motivé par un engagement individuel. Au côté des manifestations visibles voire spectaculaires, il y a donc aussi des conflits discrets, perceptibles à travers des actes délictueux qui interpellent la sphère judiciaire ou des engagements individuels en faveur d'un mode de gestion atypique. L'exploration pourra dès lors porter aussi bien sur l'analyse de mobilisations forestières menées dans le cadre de zones à défendre emblématiques ou à travers la suite donnée à des délits mais aussi à leur diffusion, que ce soit à travers les médias, la littérature ou le cinéma. Le combat des Schtroumpfs contre le méchant Gargamel, les Marsupilamis ou plus récemment l'attaque des Trolls par les Bergens peuvent ainsi être vus comme des métaphores d'un peuple des forêts en conflit avec l'extérieur. Quels conflits ces dispositifs culturels et médiatiques contribuent-ils à mettre en scène ? Quelle place la forêt y occupe-t-elle ? A contrario, certaines actions intègrent une dimension spectaculaire pour bénéficier d'une audience médiatique à même d'aider à servir leur cause. Comment la forêt y est-elle alors mise en scène ?

4. Mobilisations positives et résolutions du conflit forestier

L'expression du conflit est aussi le terreau de réflexions sur le devenir des espaces boisés et peut faire naître des propositions nouvelles en termes d'aménagement, de gestion forestière ou de gouvernance. Passé le temps de la mobilisation, quels sont les effets des conflits et de quelles manières modifient-ils les espaces forestiers concernés que ce soit à travers des modifications physiques, l'émergence de nouveaux référentiels ou modes d'organisation. À quelles propositions, alternatives ou projets ont-ils donné lieu ? Concernant les conflictualités les plus discrètes, pensées sous l'angle de la résistance, voire des mobilisations positives autour de coalitions en faveur d'un aménagement, quels effets produisent-elles et comment des visions par ailleurs contradictoires y sont-elles intégrées ? La multiplication des normes, labels, chartes et certifications, qui peuvent être tour à tour solutions apportées à un conflit ou sources de nouvelles conflictualités, mérite d'être questionnée. La manière dont enjeux locaux et globaux y sont mis en perspective également. Certaines propositions peuvent conduire à une division des espaces pour que chacun puisse trouver satisfaction quand d'autres privilégient des modèles d'hybridation. Comment ces choix s'opèrent-ils ? Les réponses proposées permettront d'envisager l'efficacité des conflits et leurs incidences sur la transformation des pratiques et espaces forestiers. Face à ces

oppositions ou coalitions, quelles formules, procédures ou instances de dialogue ont pu être mises en place, et avec quels résultats ?

Modalités

Les propositions de communication sont ouvertes à toutes les disciplines, la perspective du Groupe d'histoire des forêts françaises étant résolument transdisciplinaire.

Les propositions devront comporter le titre de la communication et un résumé de 15 à 20 lignes, accompagnés d'une courte bibliographie indicative ainsi qu'une brève présentation de l'auteur (titre, institution, laboratoire de rattachement). Elles seront envoyées **avant le 6 septembre 2019** simultanément aux adresses suivantes :

>

> francois.lormant@univ-lorraine.fr

> ines.meliani@ens-lyon.fr

lionver@club-internet.fr

Les propositions seront étudiées par le Comité scientifique et les auteurs seront avisés du résultat des délibérations après le 30 septembre.

Des précisions seront alors données sur l'organisation matérielle de la journée d'études. Les textes des interventions seront publiés après évaluation par un comité de lecture.

Bibliographie

Arnould Paul (2014), *Au plaisir des Forêts*, Paris, Fayard,

Araque Jimenez et Crespo Guerrero (2015), « Reboisements et conflits sociaux dans les mots du sud de l'Espagne : la Sierra de Segura (Jaén), in Corvol Andrée, Dereix Charles, Gresser Pierre et Lormant François (dir.), *Forêt et montagne*, Paris : L'Harmattan, pp. 271-284.

Audier Serge (2017), *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte.

Baby François (1972), *La guerre des Demoiselles 1829-1872*, Mémoire de Maîtrise, ethnographie, Université de Toulouse.

- Balabanian Olivier (1980), « La forêt, source de conflit dans la Montagne limousine », in *Société et Forêt*, Actes du Colloque de l'Association des Ruralistes français, n° spécial, p. 255-262.
- Barbier Nicolas (2015), « La gestion controversée du feu dans les forêts nationales de l'Idaho et de l'ouest du Montana : Le cas de la zone montagnarde dominée par les pins Ponderosa et les sapins Douglas », *Revue de Géographie Alpine*, 103-4, mis en ligne le 20 avril 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2685>.
- Bonny Yves, Ollitrault Sylvie, Keerle Régis et Yvon Le Caro (2012), *Espaces de vie, espaces enjeux*, Presses universitaires de Rennes.
- Centemeri Laura (2015), « L'apport d'une sociologie des attachements pour penser la catastrophe environnementale », *Raison Publique*, dossier spécial « Au-delà du risque. Care, Capacités et résistance en situation de désastre ». Texte en ligne : (<https://www.raison-publique.fr/article768.html>)
- Chateauraynaud Francis (2011), « Sociologie argumentative et dynamique des controverses : l'exemple de l'argument climatique dans la relance de l'énergie nucléaire en Europe », *A contrario*, vol. 16, no. 2, 2011, pp. 131-150.
- Dério Pierre (2005), « Guerre des champignons dans le Haut-Languedoc », *Champignons Magazine*, n° spécial, pp.26-30.
- Garnier Emmanuel (2002), « La politique forestière de la monarchie et les catastrophes naturelles dans les Vosges du XVII^e au XIX^e siècle » in Favier René (dir.), *Les pouvoirs publics face aux risques naturels dans l'histoire*, Grenoble : Maison des sciences de l'homme.
- GHFF (1992), *Cahier d'Études du GHFF*, n°2, « Violences et Environnement ». Journée d'Études Environnement, Forêt et Société, XVI^e-XX^e siècle, IHMC. Paris, école normale supérieure.
- Larrère Raphaël et de la Soudière Martin (1985), *Cueillir la montagne — Plantes, fleurs, champignons en Gévaudan, Auvergne*, Lyon : La Manufacture.
- Larrue Corinne Melé Patrice, et Rosemberg Muriel (2003), *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.
- Mormont Marc (2006), « Conflit et territorialisation », *Géographie, économie, société*, vol. 8, no. 3, pp. 299-318.
- Ostrom Elionor (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, New York, Cambridge University Press.
- (2010), "Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems", *American Economic Review*, vol. 100, n° 3, June, p. 641-672.

Ribereau-Gayon (2011), « La légitimité de la forêt des Indes de Gascogne du XIXe siècle à la tempête de 2009 », in Collectif, *Tempêtes sur la forêt landaise*, Mont-de-Marsan : L'Atelier des Brisants, pp. 165-182.

Sergent Arnaud (2013), "Les déterminants politiques des processus de cloisonnement/décloisonnement du gouvernement forestier en France", in Farcy, C., Peyron, J.L., Poss, Y. (ed.) *Forêts et foresterie : mutations et décloisonnements*, Paris : L'Harmatta.

Vidalou Jean-Baptiste (2017), *Être forêts. Habiter des territoires en lutte*, Paris : La découverte.

Vion-Delphin François (1992), « La révolte des Demoiselles en forêt de Chaux, 1765 », in GHFF, *Cahier d'étude du GHFF*, « Violences et Environnement », Journée d'Études Environnement, Forêt et Société, XVI^e-XX^e siècle, IHMC. Paris, École Normale Supérieure, n°2, pp. 44 à 48.

Conseil scientifique :

Paul Arnould, Professeur émérite en géographie, École Normale Supérieure de Lyon

Laura Centemeri, Chargée de recherche et sociologie, Institut Marcel Mauss, Paris

Andrée Corvol, Directrice de recherche honoraire en histoire, CNRS, Membre de l'Académie d'Agriculture de France, Paris

Véronique Dassié, Chargée de recherche en anthropologie, IDEMEC, CNRS/ Aix-Marseille Université

Sylvain Ducroux, Directeur territorial adjoint, ONF, Fontainebleau

François Lormant, Ingénieur de recherche, HDR Histoire du droit, Institut François Gény (EA 7301), Université de Lorraine, Nancy

Patrice Melé Professeur des Universités en géographie, UMR CNRS CITERES, Université de Tours

Inès Méliani, Chargée d'enseignement en géographie, Université Lumière Lyon 2

Arnaud Sergent, Chargé de recherche en sciences politiques, IRSTEA, Bordeaux